

On offre une maison à Moutinot!

Action de la FEA pour relancer un dossier en sommeil.

En construisant une maisonnette en kit devant le bureau du conseiller d'Etat Laurent Moutinot, la Fédération pour l'expression associative (FEA) comptait pousser l'intéressé à réagir sur leur concept de «ruche associative».

Le projet vise à rassembler des associations alternatives à but social, politique ou artistique dans un lieu, les anciens locaux de *La Suisse* par exemple, pour leur permettre de travailler en réseau. Une pétition lancée en ce sens a récolté 500 signatures. Le problème c'est qu'il faut de l'argent pour étudier

la faisabilité du projet. Interpellé en février à ce sujet, Laurent Moutinot n'a pas donné signe de vie, d'où l'action lancée hier.

Le conseiller d'Etat absent

Malheureusement, le conseiller d'Etat n'était pas là: la maison a raté son effet. Un peu dépités, les députés Régis de Battista et Luc Gilly, avec des délégués de diverses associations, ont remis au secrétaire général du Département une motion déposée récemment au Grand Conseil et en Ville de Genève.

M. Bn □

27

TRIBUNE
DE GENÈVE

MARDI
17 MARS 1998

im

GENÈVE

LE COURRIER • MARDI 17 MARS

EXPRESSION ASSOCIATIVE

Les promoteurs de la Maison des associations s'impatientent

Rendez-vous manqué. Hier matin, les promoteurs de la Maison des associations sociopolitiques voulaient rendre une petite visite au conseiller d'Etat Laurent Moutinot, chef du Département de l'aménagement, de l'équipement et du logement (DAEL). Histoire d'en savoir plus sur leur demande de crédit (46 000 francs) déposée au Grand Conseil en vue d'expertiser les anciens locaux de *La Suisse*, qui feraient, à leurs yeux, l'affaire pour loger une multitude d'associations et d'ONG. La proposition étant que l'Etat rachète le bien et octroie un droit de superficie, ou qu'il accorde une garantie financière. Mais M. Moutinot n'était pas là!

Coordinateur du projet, le député socialiste Régis de Battista en a tout de même profité pour rappeler ses revendications. «Nous sommes pressés car l'immeuble convoité doit être vendu rapidement. Sans argent, nous ne pouvons présenter une étude de faisabilité définitive», explique M. de Battista. Ce dernier affirme que les associations intéressées par le projet sont prêtes à réunir 220 000 à 350 000 francs annuels pour le fonctionnement de la future maison. «Nous sommes déjà une petite PME», lance le député.

Mais la Maison des associations n'est pas obsédée par les locaux de la rue des Savoises. «Je vois trois lieux susceptibles de faire l'affaire: Cinégram, à Saint-Jean, les halles de l'Ile et la SIP. S'il était trop tard pour *La Suisse*, le crédit serait affecté à l'étude d'un de ces autres lieux», avance M. de Battista. OCz